

Temps de lecture : 9 minutes

Matthieu Le Quang

Doctorant en science politique au Laboratoire du changement social et politique (LCSP) de l'Université Paris 7

En cherchant à rompre avec l'organisation et l'imaginaire capitalistes, le Bien Vivre constitue une alternative à la crise civilisationnelle que nous vivons et peut être un vecteur pour révolutionner la société. Objet d'interprétations diverses, il peut s'adapter à des contextes variés et proposer ainsi différents chemins d'émancipation.

Le Bien Vivre est un concept qui a été mis à l'agenda politique avec l'approbation par référendum des nouvelles Constitutions [équatorienne](#) (2008) et [bolivienne](#) (2009). Depuis, de nombreux articles ont été écrits et de multiples débats ont eu lieu, principalement dans les milieux académiques, mais aussi au sein des mouvements sociaux et des processus politiques en cours.

Sa définition est assez large : une vie en harmonie avec soi-même, entre êtres humains et entre ceux-ci et la nature. Elle fait du Bien Vivre un concept encore en construction et en dispute politique. Ainsi, elle favorise une diversité d'interprétations qui nous a permis d'identifier trois courants du Bien Vivre : le « culturaliste et indigéniste », l'« écologiste et post-développementaliste » et l'« éco-marxiste et étatiste »[\[1\]](#). Ces trois courants se différencient par leur approche spécifique des trois caractéristiques fondamentales de l'être humain qui sont prises en compte dans la définition du Bien Vivre : sa relation avec sa propre identité (la

culture), sa relation avec la société (le social) et sa relation avec la nature (l'écologie).

L'objectif de cet article est de montrer en quoi le Bien Vivre est une alternative à la crise de civilisation[2] dans laquelle notre société est plongée et peut ainsi représenter un projet révolutionnaire de société en tant que rupture avec l'organisation et l'imaginaire capitalistes. Pour cela, nous reviendrons sur les origines du Bien Vivre puis sur les critiques du capitalisme et enfin sur les alternatives qu'il propose.

1. D'où vient le Bien Vivre ?

C'est devenu un lieu commun d'entendre que le Bien Vivre provient de la cosmovision[3] indigène des peuples andins-amazoniens. Pourtant, le Bien Vivre est une traduction castillane du quichua *Sumak Kawsay*. S'il ne s'agit pas d'une catégorie épistémologique[4], cette expression n'apparaît pas avant les années 2000 dans les discours des organisations indigènes[5]. Elle puise ses origines dans l'existence d'une forme de vie des sociétés indigènes précoloniales « basée sur une organisation communautaire, une forme de vie sauvage et rurale et une culture traditionnelle, empirico-naturelle et magico-religieuse »[6].

Avec le Bien Vivre, on se trouve face à une traduction métisse qui sort ce concept de son histoire, de son contexte et de ses origines linguistiques et culturelles. Cette recréation, reconstruction ou « tradition réinventée »[7] s'est alimentée des luttes contemporaines, surtout écologistes et anti-néolibérales, remettant ainsi en question un modèle de vie individualiste, utilitariste et destructeur de la nature. Il s'agit d'une confluence d'apports provenant de traditions andino-amazoniennes et occidentales comme la pensée critique, l'écologie politique et des théories critiques du capitalisme. Émergeant parallèlement et dans le contexte de la renaissance des débats autour du bonheur ou de la vie bonne à partir d'Aristote ou d'Amartya Sen, le Bien Vivre est « un outil très puissant pour la discussion et la transformation politique »[8], objectifs des acteurs qui se revendiquent de ce concept.

2. Critique du capitalisme et premières alternatives

Les auteurs du Bien Vivre voient dans le capitalisme un système socialement inégal et destructeur de ressources naturelles qui s'est étendu en laissant de côté les pays du Sud dont l'appauvrissement va de pair avec la dégradation naturelle et la captation de leurs ressources naturelles. Ils reprennent à leur compte la division du système-monde en centre et périphérie ce qui leur permet d'identifier deux types de problèmes : le productivisme et le consumérisme au Nord ; les problèmes du (mal) développement au Sud.

Les auteurs du Bien Vivre critiquent la croyance quasi religieuse en la croissance, une des causes fondamentales de la crise de civilisation dans laquelle nous nous trouvons. L'idée de croissance s'est développée parallèlement à l'expansion de la marchandisation du monde et de chaque sphère de la vie. La promesse de justice basée sur la croissance et donc sur l'accumulation infinie de capital ne peut plus résister aux désastres sociaux et environnementaux actuels. Les besoins fabriqués, ajoutés aux hauts niveaux de consommation, mais aussi à l'obsolescence programmée des objets et produits, débouchent sur une production massive de déchets polluants, ce qui génère de graves conséquences sur la santé des populations et sur les écosystèmes. Les pays du Nord doivent donc se diriger vers la décroissance et en finir avec le productivisme et le consumérisme.

Toutefois, les auteurs du Bien Vivre insistent surtout sur les critiques de la notion de développement. On peut trouver trois types de critiques pour lesquelles ils demandent soit l'abandon de son utilisation (alternative au développement ou post-développement), soit une rénovation de cette notion (alternative de développement ou autre développement). La première critique est que les politiques de développement sont des solutions capitalistes qui donnent un protagonisme plus important soit au marché (néolibéralisme), soit à l'État (social-démocratie), sans que ces politiques aient un quelconque résultat dans l'élévation du niveau de

vie des populations ou contre les inégalités. Bien au contraire, elles ont de graves conséquences sociales et environnementales. Face à cela, le Bien Vivre propose une relation dynamique entre marché, État et société : le marché doit se mettre au service des êtres humains et de la collectivité sans être prédateur de la nature. Et l'État doit ouvrir des canaux de dialogues et des mécanismes de participation pour toute la société.

La seconde critique est que le développement peut s'analyser comme un discours hégémonique qui génère des sens communs et écrase les différences culturelles. Cette homogénéisation culturelle, imposée par les classes dominantes, cherche à en finir avec la diversité des cultures, connaissances, savoirs, des classes subalternes. Face à cela, le Bien Vivre cherche à construire une contre-hégémonie culturelle à partir du dialogue des savoirs et connaissances, en valorisant ceux des communautés indigènes, paysannes ou d'autres mouvements sociaux. Au niveau politique, il plaide pour la transformation des structures actuelles des États qualifiées de coloniales pour construire un État plurinational dans lequel non seulement les droits individuels, mais aussi des droits collectifs seraient garantis.

La troisième critique est que la copie ou l'importation d'expériences étrangères connaissant d'autres réalités économiques, politiques, sociales, culturelles et historiques est impossible et indésirable. On trouve dans la littérature et les discours sur le Bien Vivre, et de manière accentuée au sein du courant « culturaliste et indigéniste », une certaine vision culturaliste des problèmes du monde et des manières de les résoudre. Cette vision peut se rapprocher surtout de la décroissance^[9] qui questionne l'universalité fomentée par la modernité.

3. Autres propositions du Bien Vivre

Une des propositions du Bien Vivre face à sa critique du capitalisme est d'aller vers la démarchandisation des espaces nécessaires pour la reproduction de la vie, des biens communs et des biens publics. La démarchandisation aiderait à améliorer les relations humaines et à

libérer du temps pour profiter d'autres activités comme la participation politique, les relations familiales, le loisir, c'est-à-dire tout ce qui a à voir avec les relations communautaires et sociétales. Ainsi l'être humain est un être social qui partage son temps avec les autres, ce qui implique la génération d'espaces de rencontre, de débats, de délibération, la participation dans des actions collectives, la récupération de l'espace public. Ces activités ne peuvent que radicaliser la démocratie.

Cela implique aussi un autre type de relation entre les sociétés humaines et la nature. L'irruption du concept de Bien Vivre se fait contre l'imaginaire moderne de contrôle rationnel du monde naturel. Comme conséquence du concept de Bien Vivre, la Constitution équatorienne de 2008 a donné des droits à la nature, c'est-à-dire qu'elle la reconnaît comme sujet de droits pour veiller à ce que ses cycles de vie ne soient pas en danger et puissent se reproduire. Avec ce changement de conception, les êtres humains ne sont plus le centre ou au-dessus de la nature, mais font partie d'elle, rompant ainsi avec une vision utilitariste ou de contrôle de la nature.

Cette vision suppose, dans les pays latino-américains, une transition vers une société post-extractiviste[10]. Les auteurs du Bien Vivre sont d'accord sur l'obligation de sortir de ce modèle d'accumulation qui se base sur l'extraction des ressources naturelles sans prendre en compte les limites physiques de la planète. Mais la question de l'exploitation des ressources naturelles et du post-extractivisme est un des débats les plus importants entre les courants du Bien Vivre. Ils sont notamment en désaccord sur la continuation ou la fin de l'exploitation des ressources naturelles et sur les sources de financement de la transition. Sans entrer dans ces débats, il est certain que la transformation de la société vers un post-capitalisme doit passer par une planification participative et écologique de la transition.

Le Bien Vivre représente donc une des alternatives au capitalisme dans le monde. S'il n'existe pas une définition univoque, mais diverses interprétations, c'est aussi parce qu'il peut s'adapter

à différents contextes politiques, économiques et sociaux et entrer en dialogue avec d'autres théories comme l'écosocialisme. C'est aussi cela qui fait la force de ce concept : ne pas proposer une seule et unique version de l'émancipation et du chemin à suivre pour y parvenir.

Pour aller plus loin:

Philipp Altmann, « [El Sumak Kawsay en el discurso del movimiento indígena ecuatoriano](#) », *INDIANA*, n° 30, 2013, p. 283-299.

Blanca Fernández, Liliana Pardo et Katherine Salamanca, « [El buen vivir en Ecuador: ¿marketing político o proyecto en disputa?](#) », *Iconos*, n° 48, 2014, p. 101-117.

Antonio Luis Hidalgo-Capitán, *El Buen Vivir. La (re)creación del pensamiento del PYDLOS*, Cuenca, PYDLOS Ediciones, 2012.

Serge Latouche, *Decrecimiento y posdesarrollo. El pensamiento creativo contra la economía del absurdo*, Madrid, El Viejo Topo, 2009.

Matthieu Le Quang, « [Le Bien Vivre, une alternative au développement en Équateur ?](#) », *Revue du MAUSS permanente*, 2016

Armando Muyolema, « Las poéticas del Sumak Kawsay en un horizonte global », in François Houtart et Brigit Daiber (comp.), *Un paradigma poscapitalista : el Bien Común de la Humanidad*, Panamá, Ruth Casa editorial, 2012, p. 343-358.

Andreu Viola Recasens, « [Discursos 'pachamamistas' versus políticas desarrollistas: el debate sobre el sumak kawsay en los Andes](#) », *Iconos*, n° 48, 2014, p. 55-72.

[1] Matthieu Le Quang, « [Le Bien Vivre, une alternative au développement en Équateur ?](#) », *Revue du MAUSS permanente*, 2016.

[2] Nous entendons la crise de civilisation comme un ensemble de crises – économique, financière, sociale, culturelle, écologique, alimentaire, énergétique, hydraulique, politique et morale – conséquences des valeurs sur lesquelles repose le capitalisme.

[3] Une cosmovision est un ensemble de croyances et d'opinions qui permet de voir et d'interpréter le monde et la réalité.

[4] Armando Muyolema, « Las poéticas del Sumak Kawsay en un horizonte global », in François Houtart et Brigit Daiber (comp.), *Un paradigma poscapitalista : el Bien Común de la Humanidad*, Panamá, Ruth Casa editorial, 2012, p. 343-358.

[5] Philipp Altmann, « [El Sumak Kawsay en el discurso del movimiento indígena ecuatoriano](#) », *INDIANA*, n° 30, 2013, p. 283-299.

[6] Antonio Luis Hidalgo-Capitán, *El Buen Vivir. La (re)creación del pensamiento del PYDLOS*, Cuenca, PYDLOS Ediciones, 2012, p. 18.

[7] Andreu Viola Recasens, « [Discursos 'pachamamistas' versus políticas desarrollistas: el debate sobre el sumak kawsay en los Andes](#) », *Iconos*, n° 48, 2014, p. 64.

[8] Blanca Fernández, Liliana Pardo et Katherine Salamanca, « [El buen vivir en Ecuador: ¿marketing político o proyecto en disputa?](#) », *Iconos*, n° 48, 2014, p. 106

[9] Serge Latouche, *Decrecimiento y posdesarrollo. El pensamiento creativo contra la economía*

del absurdo, Madrid, El Viejo Topo, 2009.

[10] L'extractivisme a été caractérisé comme un modèle de développement basé sur l'extraction et l'exportation de matières premières que ce soit les secteurs traditionnels d'exploitation minière et de combustibles fossiles (pétrole, gaz, charbon, argent, or, etc.) ou les produits agricoles et forestiers qui sont cultivés en monoculture (palme africaine, soja, canne à sucre, etc.). Ce sont des activités qui appartiennent au secteur primaire de l'économie et qui ne créent pas de valeurs ajoutées.